



PROGRAMME
EUROPE,
UNION EUROPÉENNE,
OTAN

RADIOGRAPHIE (OU AUTOPSIE ?) DE LA COOPÉRATION STRUCTURÉE PERMANENTE ET LEÇONS POUR LA COOPÉRATION CAPACITAIRE EUROPÉENNE

Maxime Cordet / Chercheur spécialisé
sur les questions de défense européenne

Janvier 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Maxime Cordet / Chercheur spécialisé sur les questions de défense européenne

Maxime Cordet a été directeur de recherche à l'IRIS, spécialisé sur les questions de défense européenne. Il a également travaillé à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées, en tant que chargé de mission du Département Union européenne. Il a coordonné et participé à la politique française dans la Coopération structurée permanente, le Fonds européen de Défense, la mobilité militaire et la mise en œuvre de l'assistance mutuelle au sein de l'Union européenne.



PROGRAMME
**EUROPE,
UNION EUROPÉENNE,
OTAN**

Le programme Europe, UE, OTAN vise à analyser d'une part les mutations du continent européen sur le plan politique, économique et stratégique et, d'autre part, à décrypter les rôles respectifs de l'Union européenne et de l'OTAN dans les affaires géopolitiques mondiales.

Il s'appuie sur des études et notes de consultance, des capsules vidéos et audios, des séminaires restreints, des conférences grand public et des formations continues et initiales.

Il est co-dirigé par Federico Santopinto, directeur de recherche à l'IRIS, et Louise Souverbie, chercheuse à l'IRIS.

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

INTRODUCTION

La Coopération structurée permanente (CSP ou PESCO en anglais), établie par le traité de Lisbonne en 2008, est le cadre politique et juridique censé accueillir les coopérations en matière de défense entre États membres au sein de l'Union européenne (UE). Le principe : les États voulant coopérer sur un sujet en particulier se regroupent, les États ne voulant pas de cette coopération ne le font pas, suivant l'idée simple de « volontaires et capables » (« *able and willing* »). En somme, plusieurs coalitions des volontaires, facilitées par l'UE. Or, Plus de huit ans après son lancement en 2017, quel en est le résultat ? Il est inquiétant.

L'objectif de cette étude est ainsi de présenter une image la plus objective possible de l'état de la CSP fin 2025, sans nier les limites de l'objectivation. L'étude présente l'ensemble des projets, leur composition, leurs participants, leurs progrès, etc. Les résultats sont clairs : par exemple, seulement 3 projets (sur 83 lancés) ont atteint leurs objectifs en huit ans. La CSP n'a pas réussi à devenir le cadre de coopération européenne par excellence et n'a donc pas permis de renforcer la défense européenne.

La CSP serait-elle ainsi la chose à abattre ? L'exemple le plus flagrant de l'échec de la coopération européenne en matière d'armement ? La coopération est une méthode, les cadres de coopération sont des moyens, et les deux ne sauraient être un objectif eux-mêmes. Ce sont bien justement les objectifs qui sont en cause, et plus particulièrement les États qui les fixent. Ces derniers sont bien les acteurs qui ont limité les potentiels de la coopération européenne comme méthode de renforcement de la défense commune, et cette responsabilité est visible à travers l'étude des projets de la CSP.

DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

Statut de l'engagement des États

Il existe trois statuts d'État engagé dans la CSP, bien que les règles de gouvernance des projets soient relativement flexibles¹ :

- **Coordinateur** : il est à l'initiative du lancement du projet et coordonne les travaux avec les États qui s'y engagent.
- **Participant** : il participe au projet au travers d'une influence des travaux. L'unanimité des participants est de mise dans la prise de décision. Le coordinateur est un participant comme les autres en la matière.

¹ Décision du Conseil du 25 juin 2018 : <https://eur-lex.europa.eu/eli/dec/2018/909/oi/eng>

- **Observateur** : son action est variable en fonction des projets. La plupart du temps, il est invité aux réunions et il est consulté, sans avoir d'effet sur la prise de décision.

Domaines des projets

Domains
Land
Maritime
Air
Cyber
Space
Support
Digital Multidomain
Education, Doctrine, Exercise
Health, CBRN
Tests, Materials
Multidomain Weapons or Systems

Le domaine des projets a été choisi en prenant en compte la catégorisation proposée par le site de la CSP, mais également en fonction des actions effectives réalisées dans les projets. Dans la plupart des cas, un domaine secondaire a été ajouté pour préciser la nature du projet.

Typologie des projets

Type	Caractérisation
Strategic Coordination, Sharing	<p>Objectifs : assurer la coordination entre les États et établir un cadre de gouvernance commun sur un sujet spécifique, partager les meilleures pratiques, discuter d'une éventuelle coopération future et harmoniser les cultures stratégiques.</p> <p>Exemples de résultats attendus : réunions régulières, conférences, salons professionnels, lancement de projets de coopération, etc.</p> <p>Exemple de projet : <i>Military Mobility</i>.</p>
Needs and R&D	<p>Objectifs : harmoniser et définir les besoins militaires, suivre les premières mesures industrielles prises pour répondre à ces besoins, ou fournir un cadre stratégique pour la conduite de la coopération en matière de capacités et d'industrie.</p> <p>Exemples de résultats attendus : exigences communes de haut niveau, notamment dans le cadre d'un projet financé ou à financer, réunions régulières avec l'industrie pour suivre un projet de R&D, etc.</p> <p>Exemple de projet : <i>Future Mid-size Tactical Cargo (FMTC)</i>.</p>
Training, Formation	<p>Objectifs : projets visant à harmoniser la formation ou l'éducation, à élaborer un programme commun et à mener des exercices dans des conditions similaires, voire dans des installations partagées.</p> <p>Exemples de résultats attendus : programme, doctrine, formation ou entraînement en cours, etc.</p> <p>Exemple de projet : <i>European Defence Airlift Training Academy (EDA-TA)</i>.</p>

Operational Structure	<p>Objectifs : mettre en place une structure ou une institution commune, éventuellement en l'intégrant dans un cadre multilatéral existant (UE, OTAN, etc.).</p> <p>Exemples de résultats attendus : cellule dotée de personnel, liens opérationnels avec des organisations multilatérales ou des États, engagements opérationnels, etc.</p> <p>Exemple de projet : Cyber and Information Domain Coordination (CIDCC).</p>
------------------------------	---

Nous avons relevé quatre types de projets. Ils restent néanmoins des idéaux-types, certains projets pouvant être caractérisés à la frontière entre deux types. Pour chaque projet, nous avons choisi le type correspondant le mieux aux actions effectives réalisées dans le cadre du projet, ainsi que ses objectifs affichés.

Projets du FEDef liés aux projets CSP

Project	European Defence Fund Projects
<u>EUROSIM</u>	FEDERATES
<u>EU CAIH</u>	ACTING
<u>EU TMCC</u>	FEDERATES
<u>iUGS</u>	COMMANDS
<u>iUGS2</u>	FMBTech, iMUGS2
<u>EU BLOS</u>	MARSEUS, FMBTech, AktarEUs
<u>MBT-SIMTEC</u>	FEDERATES, FMBTech
<u>EPC</u>	EPC, EPC2
<u>MAS MCM</u>	E=MCM
<u>MUSAS</u>	SEACURE
<u>M-SASV</u>	EUROGUARD
<u>Air Power</u>	EPIIC, NG-MIMA
<u>AEA</u>	REACTII
<u>Eurodrone</u>	EUDAAS2
<u>FSRM</u>	BEAST
<u>FMTC</u>	FASETT, NG-MIMA, FASETT2
<u>IMLAMD</u>	EISNET
<u>C-UAS</u>	E-CUAS

Project	European Defence Fund Projects
<u>NGMH</u>	ENGRT, NG-MIMA, ENGRT II
<u>CRF</u>	CITADEL Range
<u>CTIRISP</u>	FACT, AIDA
<u>CRRT</u>	AIDA
<u>EUMILCOM</u>	EC2, ECYSAP EYE, AIDA
<u>EHAAP</u>	EuroHAPS
<u>SOCC for SJO</u>	PROTEAS
<u>CIDCC</u>	EUCINF, ECYSAP EYE
<u>MilMob</u>	SDMMS
<u>CBRN SaaS</u>	CBRN SoS
<u>EOF</u>	INDY, NOMAD
<u>TWISTER</u>	ODIN'S EYE II
<u>MAC-EU</u>	FIRES 2
<u>ECoWAR</u>	EICACS, EU-GUARDIAN, EDOCC, ACHILE, LATACC, ENACOS, FMBTech
<u>EMC</u>	COUNTERACT
<u>CoHGI</u>	SPIDER
<u>EURAS</u>	Navguard
<u>EU-SSA-N</u>	NAUCRATES, EMISSARY, STAALION

Cette liste est incomplète, car les fiches de projets FEDef 2024 (résultats annoncés en 2025) ne mentionnent pas s'ils sont liés à un projet CSP, contrairement aux trois années précédentes. Même si des liens évidents peuvent se faire (ENGRT II avec le CSP NGMH, ou BEAST avec le CSP FSRM), nous n'avons quand même pas mis les liens pour cette dernière

année. La fiche de synthèse des résultats mentionne le nombre de 13². Par ailleurs, jusqu'à cette année, un consortium FEDef pouvait décider ou non de déclarer un lien avec un projet CSP. Enfin, les projets des instruments pré-FEDef (APRD et PEDID) ne sont pas listés, bien qu'ils pourraient faire l'objet d'un lien au moins théorique (ESSOR par exemple).

Livrables

Les livrables désignent des objets opérationnels créés par les actions des participants à un projet. La plupart des projets présentent des premiers livrables (« *intermediate* »), sans que le livrable terminal (« *yes* ») ne soit produit. Un nombre significatif de projets ne présentent aucun livrable (« *no* »). Ici, l'existence d'un livrable intermédiaire ou final est réalisée en prenant en compte ce qui est mentionné dans les fiches du site de la CSP, ainsi qu'avec d'autres sources (entretiens, rapports, articles de presse). Par exemple, certains Etats déclarent comme livrables intermédiaires des « projets » de documents, ou le travail sur un document, ce qui ne constitue pas des livrables opérationnels, et qui n'ont donc pas été pris en compte.

Code des États

Member States	ISO
Austria	AT
Belgium	BE
Bulgaria	BG
Croatia	HR
Cyprus	CY
Czechia	CZ
Denmark	DK
Estonia	EE
Finland	FI
France	FR
Germany	DE
Greece	GR
Hungary	HU
Ireland	IE
Italy	IT
Latvia	LV
Lithuania	LT

Member States	ISO
Luxembourg	LU
Netherlands	NL
Poland	PL
Portugal	PT
Romania	RO
Slovakia	SK
Slovenia	SI
Spain	ES
Sweden	SE

Third States	ISO
Canada	CA
Norway	NO
Switzerland	CH
United Kingdom	GB
United States	US

Malte est le seul État membre qui ne fait pas partie de la CSP. De plus, seuls les États tiers, à

² Site de la Commission européenne : https://defence-industry-space.ec.europa.eu/funding-opportunities-0/calls-proposals/result-edf-2024-calls-proposals_en

savoir des États non-membres de l'UE participant effectivement à au moins un projet, sont listés.

TABLEAU DES PROJETS LANCÉS DANS LA CSP (DU PLUS ANCIEN AU PLUS RÉCENT)

Project	Full name of project	Coordinator	Main domain	Secondary domain	Type	Launch year	End year	Number of linked European Defence Fund's project	Delivered object
<u>ETCCEA</u>	[CLOSED] European Training Certification Centre for European Armies (ETCCEA)	IT	Digital Multidomain	Education, Doctrine, Exercise	Training, Formation	2017	2023		No
<u>EU TMCC</u>	[CLOSED] European Union Training Mission Competence Centre (EU TMCC)	DE	Education, Doctrine, Exercise		Training, Formation	2017	2020	1	No
<u>DM-DRCP</u>	Deployable Military Disaster Relief Capability Package (DM-DRCP)	IT	Support	Education, Doctrine, Exercise	Needs and R&D	2017	Current		No
<u>AIFV/AAV/LAV</u>	Armoured Infantry Fighting Vehicle / Amphibious Assault Vehicle / Light Armoured Vehicle (AIFV/AAV/LAV)	IT	Land	Support	Needs and R&D	2017	Current		No
<u>EuroArtillery</u>	[CLOSED] Indirect Fire Support Capability (EuroArtillery)	SK	Land		Needs and R&D	2017	2023		No
<u>EUFOR CROC</u>	[CLOSED] EUFOR Crisis Response Operation Core (EUFOR CROC)	DE	Education, Doctrine, Exercise		Strategic Coordination, Sharing	2017	2024		Intermediate

<u>MAS MCM</u>	Maritime (semi) Autonomous Systems for Mine Countermeasures (MAS MCM)	BE	Maritime		Needs and R&D	2017	Current	1	Intermediate
<u>HARMSPRO</u>	Harbour and Maritime Surveillance and Protection	IT	Multidomain Weapons or Systems	Digital Multidomain	Needs and R&D	2017	Current		Intermediate
<u>UMS</u>	Upgrade of Maritime Surveillance (UMS)	GR	Maritime	Digital Multidomain	Needs and R&D	2017	Current		Intermediate
<u>ESSOR</u>	European Secure Software defined Radio (ESSOR)	FR	Digital Multidomain		Strategic Coordination, Sharing	2017	Current		Intermediate
<u>CTIRISP</u>	Cyber Threats and Incident Response Information Sharing Platform (CTIRISP)	GR	Cyber	Digital Multidomain	Needs and R&D	2017	Current	2	Intermediate
<u>CRRT</u>	Cyber Rapid Response Teams and Mutual Assistance in Cyber Security (CRRT)	LT	Cyber	Education, Doctrine, Exercise	Operational Structure	2017	Current	1	Intermediate
<u>EUMILCOM</u>	Strategic C2 System for CSDP Missions and Operations (EUMILCOM)	ES	Digital Multidomain		Needs and R&D	2017	Current	3	Intermediate
<u>NetLogHubs</u>	Network of Logistic Hubs in Europe and Support to Operations (NetLogHubs)	DE	Support		Operational Structure	2017	Current		Intermediate
<u>MilMob</u>	Military Mobility (MM)	NL	Support		Strategic Coordination, Sharing	2017	Current	1	Yes

<u>EOF</u>	Energy Operational Function (EOF)	FR	Multidomain Weapons or Systems	Support	Strategic Coordination, Sharing	2017	Current	2	Intermediate
<u>EMC</u>	[CLOSED] European Medical Command (EMC)	DE	Health, CBRN	Education, Doctrine, Exercise	Operational Structure	2017	2024	1	Yes
<u>H3 Training</u>	Helicopter Hot and High Training (H3 Training)	GR	Air	Education, Doctrine, Exercise	Training, Formation	2018	Current		Intermediate
<u>JEIS</u>	Joint EU Intelligence School (JEIS)	GR	Education, Doctrine, Exercise		Training, Formation	2018	Current		Intermediate
<u>EUTEC</u>	[CLOSED] EU Test and Evaluation Centres (EUTEC)	FR-SE	Tests, Materials		Needs and R&D	2018	2023		No
<u>iUGS</u>	[CLOSED] Integrated Unmanned Ground Systems (iUGS)	EE	Land	Digital Multidomain	Needs and R&D	2018	2024	1	Yes
<u>EU BLOS</u>	EU Beyond Line Of Sight (BLOS) Land Battlefield Missile Systems (EU BLOS)	FR	Digital Multidomain	Land	Needs and R&D	2018	Current	3	Intermediate
<u>DIVEPACK</u>	Deployable Modular Underwater Intervention Capability (DIVEPACK)	BG	Maritime		Needs and R&D	2018	Current		No
<u>Eurodrone</u>	European Medium Altitude Long Endurance Remotely Piloted Aircraft Systems – MALE RPAS (Eurodrone)	DE	Air	Tests, Materials	Strategic Coordination, Sharing	2018	Current	1	No

TIGER Mk III	[CLOSED] European Attack Helicopters TIGER Mark III	FR	Air	Land	Needs and R&D	2018	2024		No
<u>C-UAS</u>	Counter Unmanned Aerial System (C-UAS)	IT	Digital Multidomain	Air	Needs and R&D	2018	Current	1	Intermediate
<u>EHAAP</u>	European High Atmosphere Airship Platform (EHAAP) – Persistent Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (ISR) Capability	IT	Air	Digital Multidomain	Needs and R&D	2018	Current	1	Intermediate
<u>SOCC for SJO</u>	One Deployable Special Operations Forces (SOF) Tactical Command and Control (C2) Command Post (CP) for Small Joint Operations (SJO) – (SOCC) for SJO	GR	Digital Multidomain		Needs and R&D	2018	Current	1	Intermediate
<u>JISR</u>	Electromagnetic Warfare Capability and Interoperability Programme for Future Joint Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (JISR)	CZ	Cyber		Needs and R&D	2018	Current		Intermediate
<u>CBRN SaaS</u>	Chemical, Biological, Radiological and Nuclear (CBRN) Surveillance as a Service (CBRN SaaS)	AT	Health, CBRN	Digital Multidomain	Needs and R&D	2018	Current	1	Intermediate

<u>GMSCE</u>	Geo-meteorological and Oceanographic (GeoMETOC) Support Coordination Element (GMSCE)	DE	Space	Digital Multidomain	Needs and R&D	2018	Current		Intermediate
<u>Co-basing</u>	[CLOSED] Co-basing	FR	Support		Operational Structure	2018	2023		No
<u>EURAS</u>	EU Radio Navigation Solution (EURAS)	FR	Space	Cyber	Strategic Coordination, Sharing	2018	Current	1	Intermediate
<u>EU-SSA-N</u>	European Military Space Surveillance Awareness Network (EU-SSA-N)	IT	Space	Digital Multidomain	Needs and R&D	2018	Current	3	No
<u>EUROSIM</u>	Integrated European Joint Training and simulation Centre (EUROSIM)	HU	Digital Multidomain	Education, Doctrine, Exercise	Needs and R&D	2019	Current	1	Intermediate
<u>EU CAIH</u>	EU Cyber Academia and Innovation Hub (EU CAIH)	PT	Cyber	Digital Multidomain	Strategic Coordination, Sharing	2019	Current	1	Intermediate
<u>SMT</u>	Special Operations Forces Medical Training Centre (SMT)	PL	Health, CBRN	Education, Doctrine, Exercise	Training, Formation	2019	Current		Intermediate
<u>CBRNDTR</u>	CBRN Defence Training Range (CBRNDTR)	RO	Health, CBRN	Education, Doctrine, Exercise	Training, Formation	2019	Current		Intermediate
<u>EUNDC</u>	European Union Network of Diving Centres (EUNDC)	RO	Maritime	Education, Doctrine, Exercise	Training, Formation	2019	Current		Intermediate

<u>EPC</u>	European Patrol Corvette (EPC)	IT	Maritime		Needs and R&D	2019	Current	2	Intermediate
<u>MUSAS</u>	Maritime Unmanned Anti-Submarine System (MUSAS)	PT	Maritime	Digital Multidomain	Needs and R&D	2019	Current	1	Intermediate
<u>AEA</u>	Airborne Electronic Attack (AEA)	ES	Air	Cyber	Needs and R&D	2019	Current	1	Intermediate
<u>CIDCC</u>	Cyber and Information Domain Coordination Center (CIDCC)	DE	Cyber	Digital Multidomain	Operational Structure	2019	Current	2	Intermediate
<u>TWISTER</u>	Timely Warning and Interception with Space-based ThreatER surveillance (TWISTER)	FR	Space	Air	Needs and R&D	2019	Current	1	Intermediate
<u>MAC-EU</u>	Materials and components for technological EU competitiveness (MAC-EU)	FR	Tests, Materials		Strategic Coordination, Sharing	2019	Current	1	Intermediate
<u>ECoWAR</u>	EU Collaborative Warfare Capabilities (ECoWAR)	FR	Digital Multidomain	Education, Doctrine, Exercise	Needs and R&D	2019	Current	7	Intermediate
<u>GLORIA</u>	European Global RPAS Insertion Architecture System (GLORIA)	IT	Air	Education, Doctrine, Exercise	Needs and R&D	2019	Current		No
<u>MBT-SIMTEC</u>	Main Battle Tank Simulation and Testing Center (MBT-SIMTEC)	GR	Education, Doctrine, Exercise	Digital Multidomain	Needs and R&D	2021	Current	2	Intermediate
<u>4E</u>	Essential Elements of European Escort (4E)	ES	Maritime		Needs and R&D	2021	Current		Intermediate

<u>M-SASV</u>	Medium size Semi-Autonomous Surface Vehicle (M-SASV)	EE	Maritime	Cyber	Needs and R&D	2021	Current	1	Intermediate
<u>Air Power</u>	Air Power	FR	Air		Needs and R&D	2021	Current	2	No
<u>FMTC</u>	Future Medium-size Tactical Cargo (FMTC)	FR	Air	Support	Needs and R&D	2021	Current	3	Intermediate
<u>NGSR</u>	Next Generation Small RPAS (NGSR)	ES	Air	Digital Multidomain	Needs and R&D	2021	Current		No
<u>SSW</u>	Small Scalable Weapons (SSW)	IT	Air	Land	Needs and R&D	2021	Current		No
<u>SATOC</u>	Strategic Air Transport for Outsize Cargo (SATOC)	DE	Air	Support	Needs and R&D	2021	Current		Intermediate
<u>RDSD</u>	Rotorcraft Docking Station for Drones	IT	Air	Digital Multidomain	Needs and R&D	2021	Current		No
<u>AMIDA-UT</u>	Automated Modelling, Identification and Damage Assessment of Urban Terrain (AMIDA-UT)	PT	Digital Multidomain	Education, Doctrine, Exercise	Needs and R&D	2021	Current		Intermediate
<u>CRF</u>	Cyber Ranges Federations (CRF)	EE	Cyber		Strategic Coordination, Sharing	2021	Current	1	Intermediate
<u>CoHGI</u>	Common Hub for Governmental Imagery (CoHGI)	DE	Digital Multidomain	Space	Needs and R&D	2021	Current	1	No
<u>DoSA</u>	Defence of Space Assets (DoSA)	FR	Space	Education, Doctrine, Exercise	Strategic Coordination, Sharing	2021	Current		Intermediate

<u>EU MilPart</u>	EU Military Partnership (EU MilPart)	FR	Education, Doctrine, Exercise		Strategic Coordination, Sharing	2021	Current		Intermediate
<u>EDA-TA</u>	European Defence Airlift Training Academy (EDA-TA)	FR	Air	Education, Doctrine, Exercise	Training, Formation	2023	Current		Intermediate
<u>CoBaS</u>	Counter Battery Sensors (CoBaS)	FR	Land	Digital Multidomain	Needs and R&D	2023	Current		Intermediate
<u>iUGS2</u>	Integrated Unmanned Ground Systems 2 (iUGS2)	EE	Land	Digital Multidomain	Needs and R&D	2023	Current	2	Intermediate
<u>ATT</u>	Anti-Torpedo Torpedo (ATT)	DE	Maritime		Needs and R&D	2023	Current		No
<u>CSIP</u>	Critical Seabed Infrastructure Protection (CSIP)	IT	Maritime	Digital Multidomain	Needs and R&D	2023	Current		No
<u>FSRM</u>	Future Short-Range Air to Air Missile (FSRM)	DE	Air		Needs and R&D	2023	Current	1	No
<u>IMLAMD</u>	Integrated Multi-Layer Air and Missile Defence system (IMLAMD)	IT	Digital Multidomain	Air	Needs and R&D	2023	Current	1	No
<u>NGMH</u>	Next Generation Medium Helicopter (NGMH)	FR	Air	Land	Needs and R&D	2023	Current	3	No
<u>ACCESS</u>	Arctic Command & Control Effector and Sensor System (ACCESS)	FI	Digital Multidomain		Needs and R&D	2023	Current		Intermediate
<u>ROCOMIN</u>	Robust Communication Infrastructure and Networks (ROCOMIN)	SE	Digital Multidomain	Cyber	Needs and R&D	2023	Current		No

R2F	ROLE 2F	ES	Health, CBRN	Education, Doctrine, Exercise	Training, Formation	2023	Current		No
<u>JEEWCI</u>	Joint Electromagnetic European Warfare Convergence Initiative (JEEWCI)	DE	Cyber	Education, Doctrine, Exercise	Training, Formation	2025	Current		No
<u>SLIA</u>	Substitute for Lead in Infantry Ammunition (SLIA)	DE	Tests, Materials		Needs and R&D	2025	Current		No
<u>NGDSS</u>	Next Generation Dismounted Soldier System (NGDSS)	IT	Digital Multidomain	Land	Needs and R&D	2025	Current		No
<u>InfNav w/o GNSS</u>	Infantry Navigation w/o GNSS (InfNav w/o GNSS)	DE	Digital Multidomain		Needs and R&D	2025	Current		No
<u>DES</u>	Directed Energy Systems (DES)	IT	Multidomain Weapons or Systems	Air	Needs and R&D	2025	Current		No
<u>CHOI</u>	Common Handheld Optronic Interface (CHOI)	DE	Digital Multidomain	Land	Needs and R&D	2025	Current		No
<u>MSV</u>	Modular Seabed Vessel (MSV)	IT	Maritime		Needs and R&D	2025	Current		No
<u>FAARC</u>	Future (unmanned) Air-to-Air Refuelling Capability	DE	Air	Digital Multidomain	Needs and R&D	2025	Current		No
<u>UNATIS</u>	Unmanned Air Transport of Injured Soldiers (UNATIS)	DE	Air	Health, CBRN	Needs and R&D	2025	Current		No
<u>QUEST</u>	Quantum Enablers for Strategic Advantage (QUEST)	FI	Digital Multidomain		Needs and R&D	2025	Current		No

<u>MTF R2F-CD</u>	Medical Treatment Facility Role 2 Forward-Capability Development (MTF R2F-CD)	FR	Health, CBRN		Strategic Coordination, Sharing	2025	Current		No
-------------------	---	----	--------------	--	---------------------------------------	------	---------	--	----

TABLEAU DE L'ENGAGEMENT DES ÉTATS DANS LES PROJETS

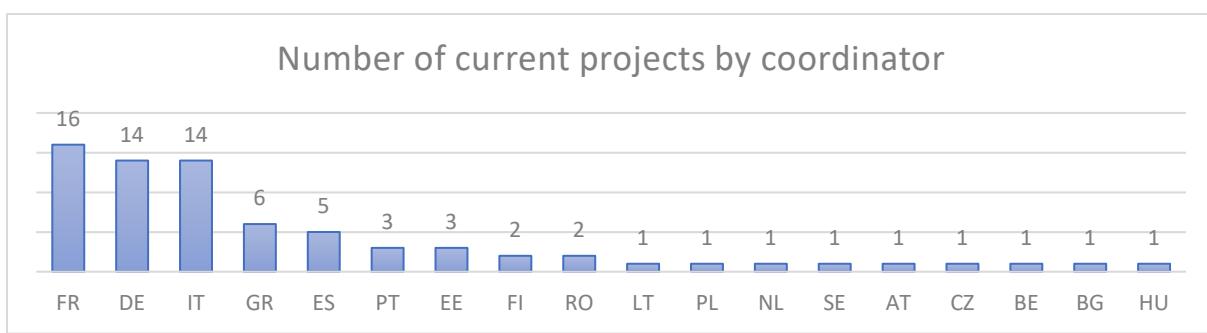
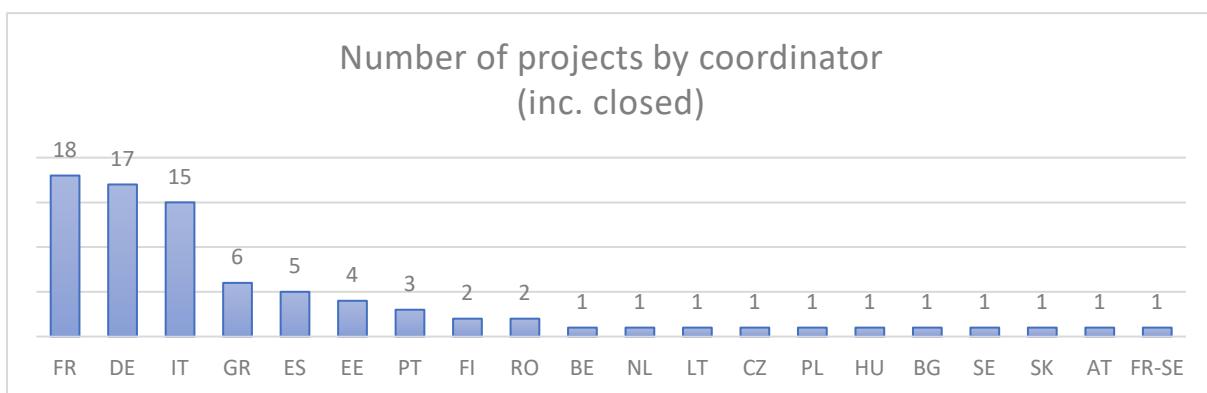
Project	AT	BE	BG	HR	CY	CZ	DK	EE	FI	FR	DE	GR	HU	IE	IT	LV	LT	LU	NL	PL	PT	RO	SK	SI	ES	SE	CA	NO	CH	GB	US	Number of P and C	Number of O
ETCCEA												P		C									O								2	1	
EU TMCC	P				P				P	C			P	P			P	P			P		P	P						11	0		
DM-DRCP	P		O	P								P		P	C						O			P						6	2		
AIFV/AAV/LAV					O							P		O	C		O					P		O						3	4		
EuroArtillery												P		P							C								3	0			
EUFOR CROC	P			P	O				P	C	P	O	O	P			P				O	P							8	4			
MAS MCM	C					O	O	P	O	P		P		P			P	P	P	P		O	P						10	4			
HARMSPRO		O			O				P			P		O	C			O	P	P									4	4			
UMS		P	P	P					P		C		P	P				O			P								8	1			
ESSOR					O	P	C	P				O	P	O			P	P	P			P	O						8	4			
CTIRISP			P					O		C	P	P	P		O	O	O	P			O							6	5				
CRRT	P	P	P		P	P	O	O	P	O	O		P	P	C		P	P		P	P	O						12	4				
EUMILCOM									P	P			P			P		P		P		C							6	0			
NetLogHubs		P	P	P	P	O			P	P	C		P	P	P	O	P	P	P	O	P	P	P	P	O	P		18	4				
MilMob	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	O	P	P	P	P	P	C	P	P	P	P	P	P	P	30	1				
EOF	P							C		O		O	P			O		O		O	P								5	4			
EMC	P	O		P	P	P	C		P		P	O	P	P	P	O	P	P	P	P	P	P	P	P	P		14	3					
H3 Training										C		P				O		P												3	1		
JEIS				P	O					C	O			O		O	O												2	5			
EUTEC								C												P		C							3	0			
iUGS		P			P		C	P	P	P	O	O	O	P			P	P				P	O						10	4			

EU BLOS		P		P		C	O		O		O		O		P		P		P		P		P		P		4	3					
Project	AT	BE	BG	HR	CY	CZ	DK	EE	FI	FR	DE	GR	HU	IE	IT	LV	LT	LU	NL	PL	PT	RO	SK	SI	ES	SE	CA	NO	CH	GB	US	Number of P and C	Number of O
DIVEPACK			C							P		P		P				O		P										5	1		
Eurodrone		O			P			O	P	C			O	P				O	O	O				P					5	6			
TIGER Mk III									C															P					2	0			
C-UAS		O			P			O	O	O	O		O	C		O		O	O	O			O	P				3	11				
EHAAP									P		O	C					O	O										2	3				
SOCC for SJQ				P						C								O										2	1				
JISR					O	C				P			O	P	P		O							O				4	4				
CBRN SaaS	C		P	O					P		P		P	O						P								5	2				
GMSCE	P	P							P	C	P						P	O	O	P	P			O				8	3				
Co-basing	P	P		P				C	P								P						P					6	0				
EURAS	P	P		O				C	P		O	O	P				O	P	P				P	P				9	4				
EU-SSA-N									P	P			C			O	P	O				P	O				5	3					
EUROSIM									P	P	O	C		O	O		O	P	O	O		P					5	6					
EU CAIH	O	P						O	O		O	O					O	O	C	P		O					3	8					
SMTC			O						P	O						C			O		O							2	4				
CBRNDTR									P			P			O		O	O	C									3	2				
EUNDC		P							P	P		O						C		C		O						4	2				
EPC									P	O	P	O	C				O	P		P								5	3				
MUSAS	O								P	O	O		O				C			P	P							4	4				
AEA									P			O								C	P								3	1			
CIDCC	O	O	O	O	O	O	O	P	C	O	P	O	O			P	O	O	O	O	O						4	14					
TWISTER	P	O						P	C	P			P			P					P	O						7	2				
MAC-EU				O				C	P	O		O				O		P	P		P	O						5	5				
ECoWAR		P						C	O	O	O	O	O			O	P	O	P		P	P						6	6				
GLORIA			O	O				P				C				O	O	P				O					3	5					

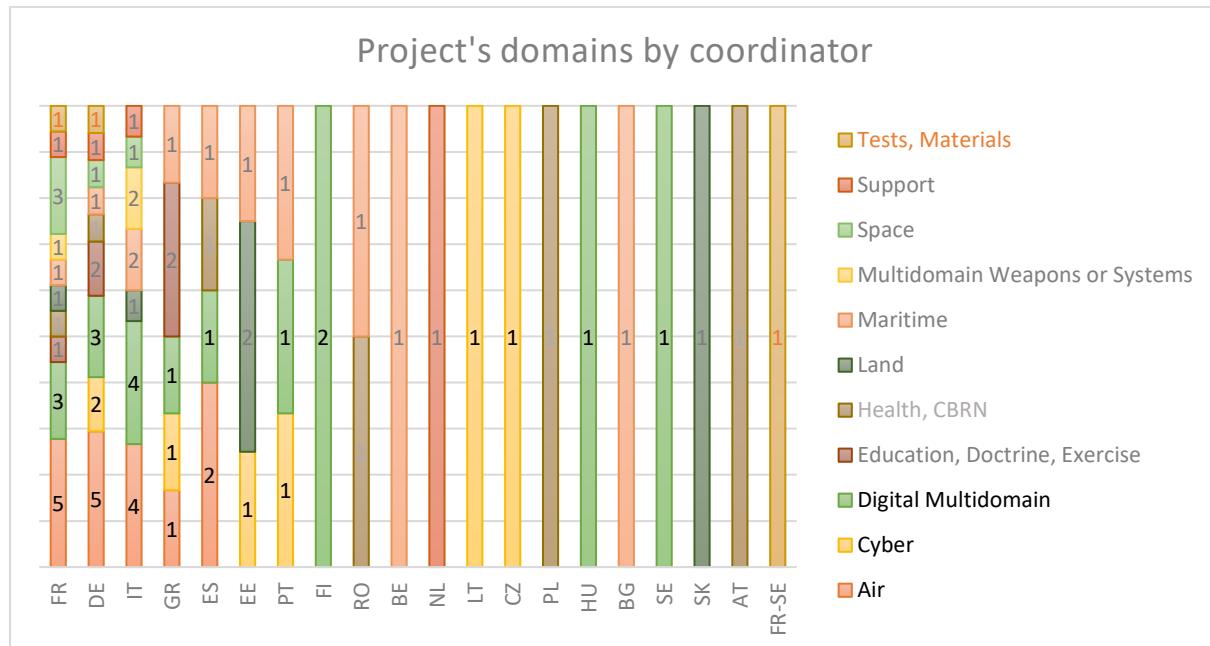
Project	AT	BE	BG	HR	CY	CZ	DK	EE	FI	FR	DE	GR	HU	IE	IT	LV	LT	LU	NL	PL	PT	RO	SK	SI	ES	SE	CA	NO	CH	GB	US	Number of P and C	Number of O
<u>InfNav w/o GNSS</u>											C				P				P												3	0	
<u>DES</u>															C										P						2	0	
<u>CHOI</u>											C								P												2	0	
<u>MSV</u>										C					P																2	0	
<u>FAARC</u>											C														P						2	0	
<u>UNATIS</u>											C								P												2	0	
<u>QUEST</u>											P	C						P	P												4	0	
<u>MTF R2F-CD</u>											P	C																			3	0	
Total C	1	1	1	0	0	1	0	4	2	19	17	6	1	0	15	0	1	0	1	1	3	2	1	0	5	2	0	0	0	0			
Total P + C	14	16	8	7	9	11	3	10	12	54	35	18	14	7	45	9	4	8	24	13	17	20	6	7	35	22	2	1	2	1	1		
Total O	2	9	9	1	3	16	1	4	12	5	17	21	14	18	15	5	14	4	23	20	23	5	4	5	14	18	0	0	0	0	0		

CROISEMENT DES DONNÉES (GRAPHIQUES)

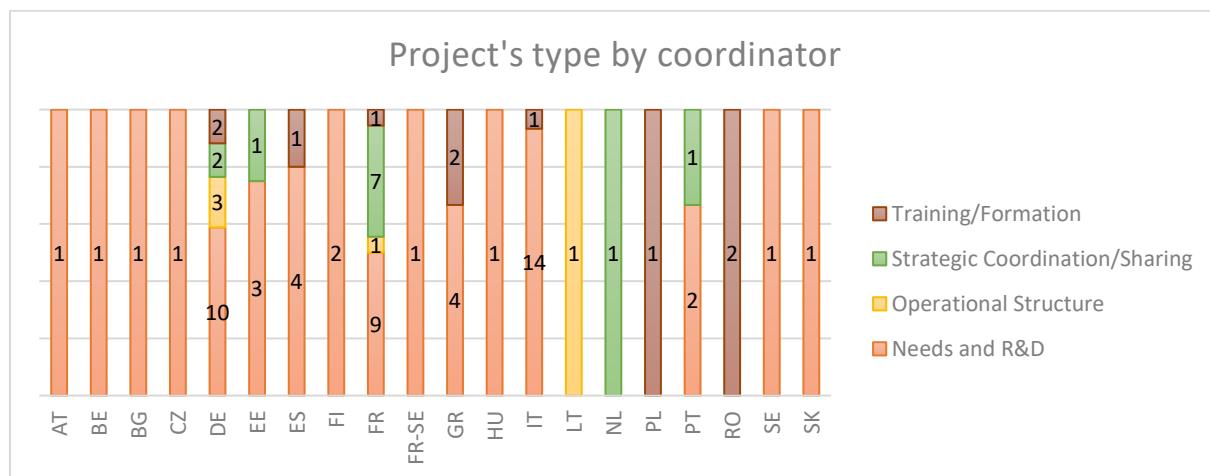
Les coordinateurs



Nombre de projets par coordinateur. Un trio de tête se dégage parmi les États coordinateurs de projet : la France, l'Allemagne et l'Italie. Ils coordonnent à eux seuls près de la moitié des projets. La Grèce et l'Espagne suivent, mais d'assez loin, puisqu'ils coordonnent environ trois fois moins de projets. Notons la particularité d'un projet, EUTEC, coordonné par la France et la Suède en duo. C'est en effet une possibilité laissée aux États membres, mais qui ne s'est concrétisée qu'une seule fois. Non visible dans les statistiques, le projet NetLogHubs est officiellement coordonné par l'Allemagne, mais la France et Chypre le co-coordonnent également en pratique, chacun étant chargé d'un axe de travail.

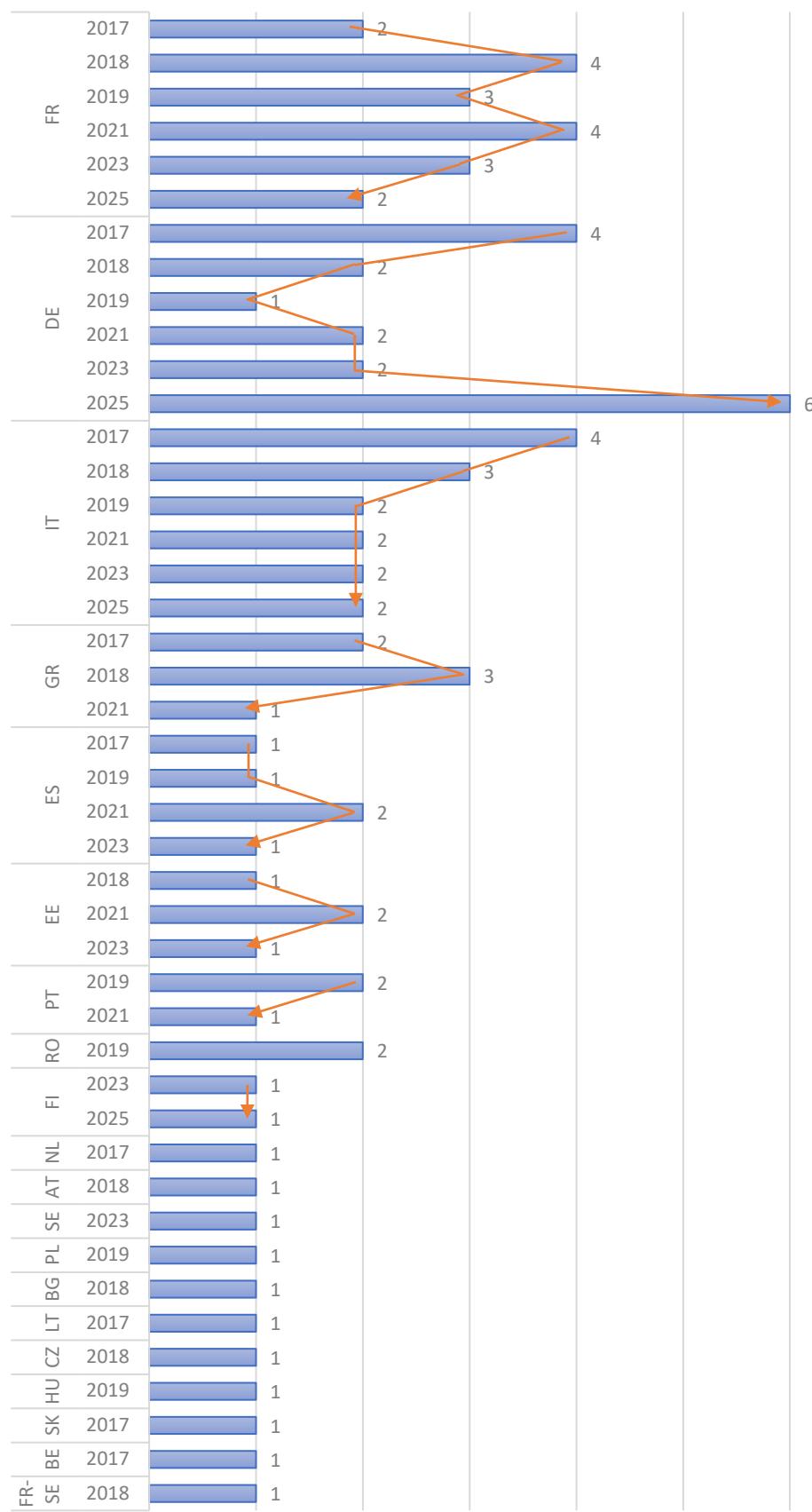


Domaines de projet par coordinateur. Pas d'élément significatif à souligner.

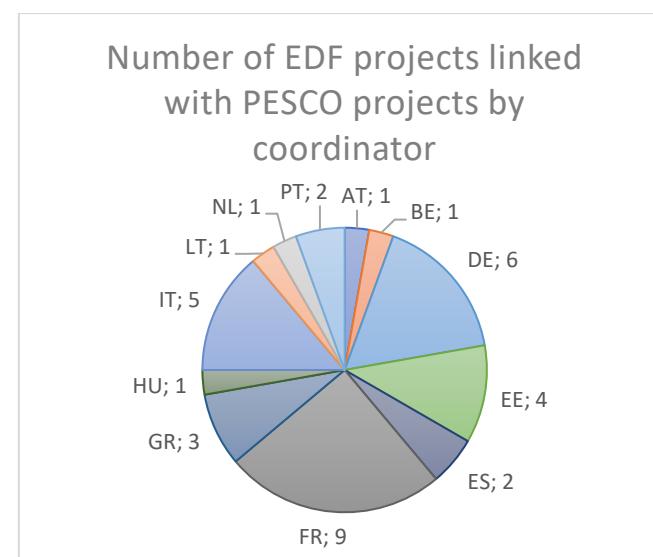


Types de projet par coordinateur. Pas d'élément significatif à souligner, si ce n'est sur deux pays : la France, dont la proportion entre Needs and R&D et Strategic Coordination/Sharing est plus équilibrée que les autres, notamment vis-à-vis de l'Italie, autre grand coordinateur, mais se concentrant quasi exclusivement sur le Needs and R&D. Cela peut en effet correspondre à deux visions différentes de la CSP, du moins à l'origine. La France voit davantage que l'Italie l'intérêt de l'emploi de la CSP comme cadre d'harmonisation des visions nationales (et si possible, à partir de sa vision), l'Italie est plus concentrée sur l'émergence de projets industriels.

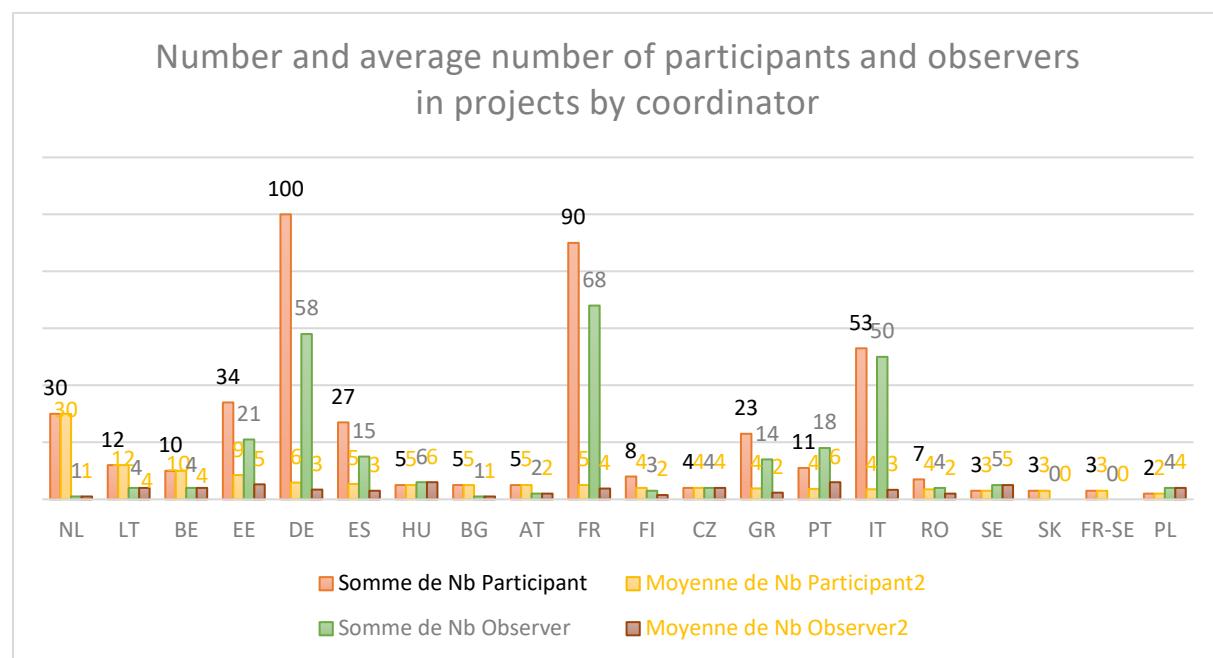
Number of projects launched by coordinator and by year



Nombre de projets lancés par année et par coordinateur. Comme nous le verrons plus bas avec l'évolution du niveau d'engagement, le nombre de projets coordonnés par État est en diminution, à l'exception notable de l'Allemagne qui a lancé 6 projets la dernière année. 5 des 6 projets sont du type Needs and R&D et anticipent des sujets au FEDef.

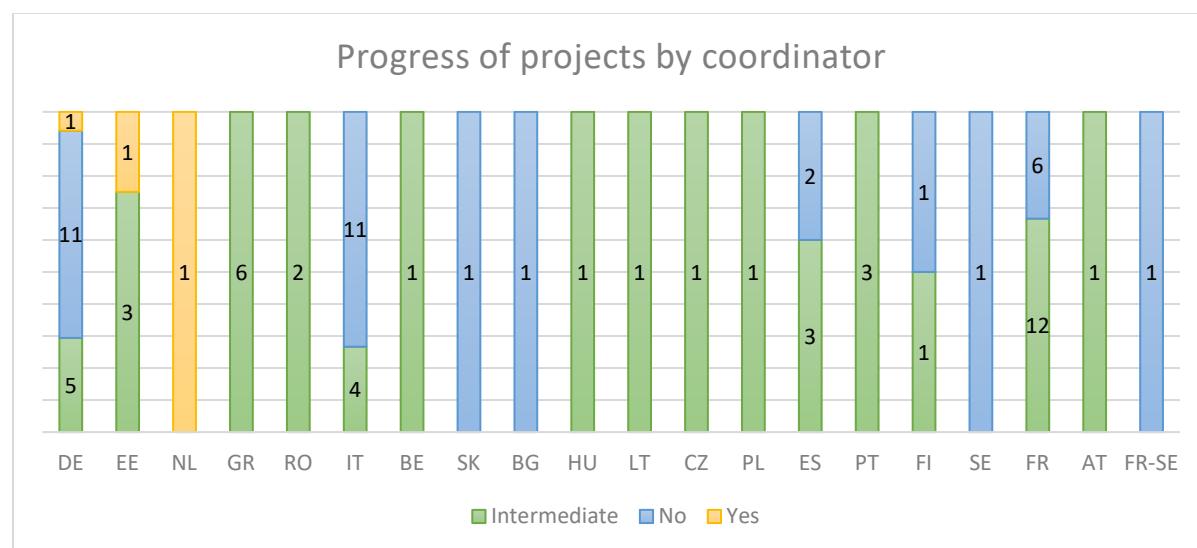


Nombre de projets FEDef liés à un projet CSP par coordinateur. La France se distingue légèrement par rapport au trio de tête. La plupart des coordinateurs de projets du type Needs and R&D ont bien compris l'intérêt de coupler CSP et FEDef, bien que cela ait pu entraîner le lancement de projets CSP artificiels pour bénéficier de davantage de financement sur un projet FEDef. Dans certains cas, les projets CSP sont même vides.

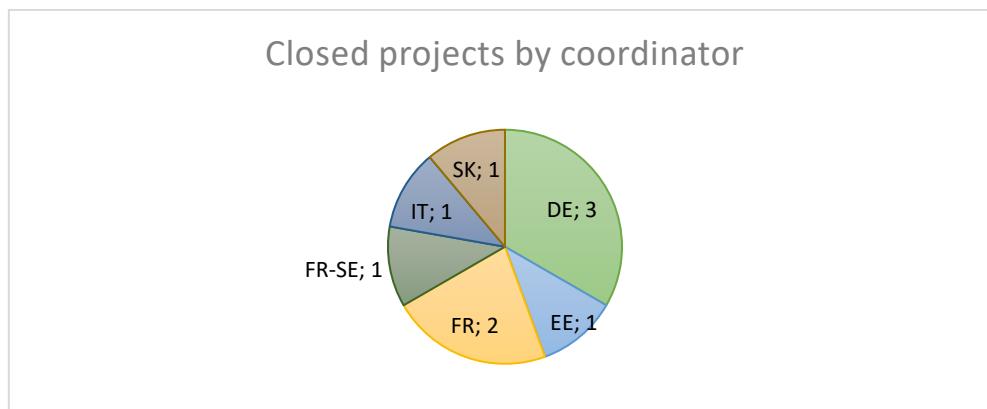


Nombre et moyenne de participants et observateurs dans les projets CSP par coordinateur.

Les trois grands se distinguent en nombre, mais pas forcément en moyenne. L'Allemagne néanmoins attire un peu plus d'États dans ses projets. Par ailleurs, avec 6 projets lancés par l'Allemagne de seulement 2 participants dans chacun (sauf un), la moyenne a donc récemment baissé. C'est l'Estonie qui attire en moyenne le plus de participants, parmi les États ayant proposé plus d'un projet. Quant aux observateurs, le statut ne signifie pas la même chose dans tous les projets, mais en général, il s'agit (i) d'un indicateur d'intérêt, mais sans ressource à allouer (ii) de méfiance et/ou d'une volonté de surveillance ou (iii) de geste diplomatique à l'intérêt militaire minime.

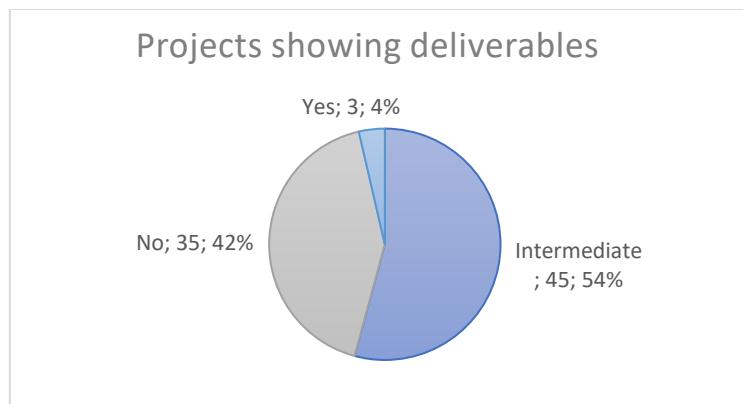


Progrès des projets par coordinateur. Seulement 3 projets présentent un livrable concret. Certains peuvent avoir conduit à des résultats dans d'autres cadres, floutant le résultat du cadre PESCO. Par exemple, le projet ESSOR, coordonné par la France, a conduit à un standard commun, mais le projet CSP en lui-même n'a pas été animé, l'OCCAR a été utilisée. Plusieurs projets suivent ce même modèle, démontrant l'absence de plus-value de la CSP par rapport à d'autres cadres de coopération, en tout cas dans les faits. Parmi les trois grands coordinateurs, seule l'Allemagne a clôturé un projet qui a atteint son objectif, l'EMC, avec la création d'une véritable organisation.

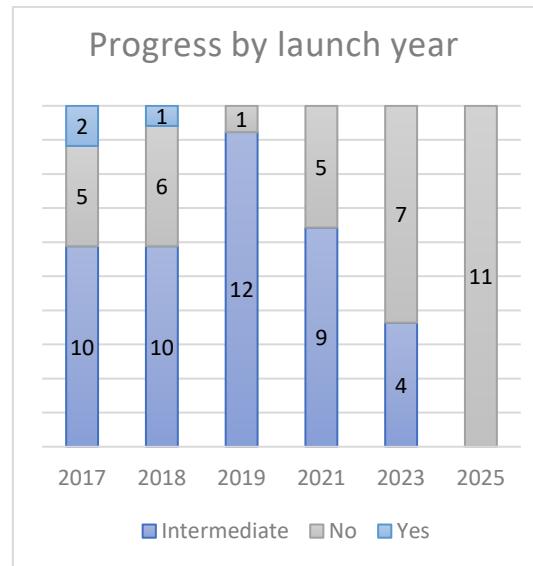


Projets fermés par coordinateur. L'Allemagne est l'État ayant le plus fermé ses projets, mais chacun des trois projets a atteint un niveau de progrès différent. La France, si l'on compte également le projet qu'elle a coordonné avec la Suède, est à égalité, et ses trois projets ont été fermés sans avoir délivré.

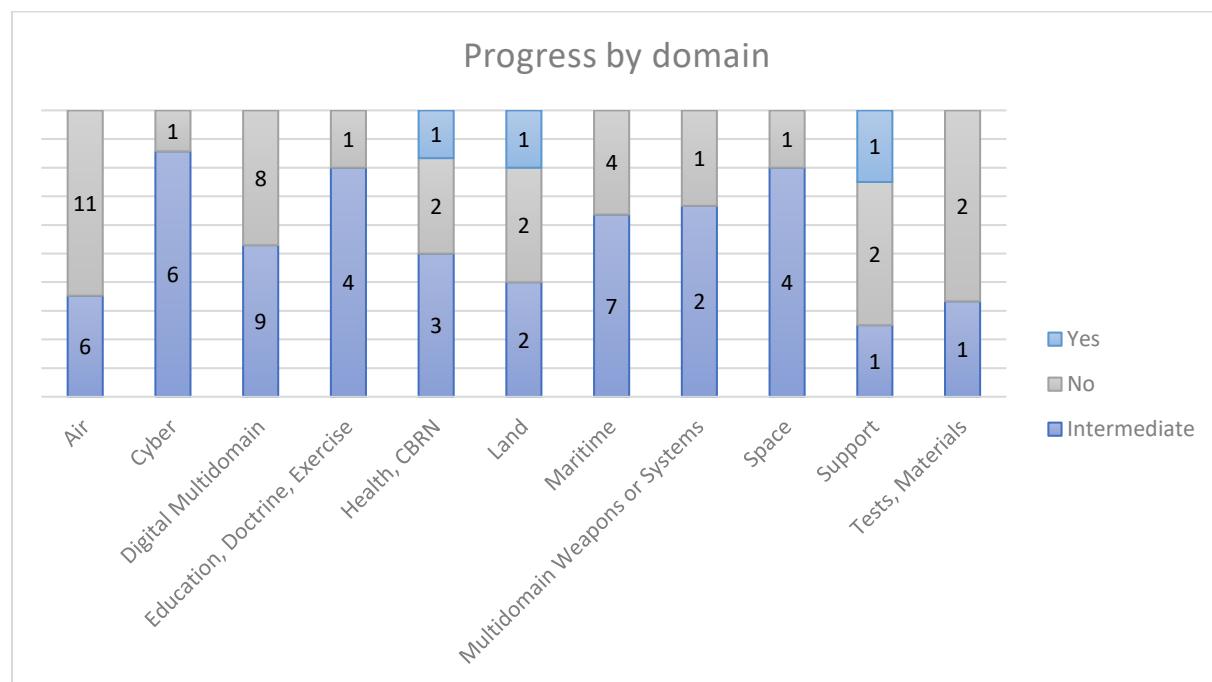
Le progrès



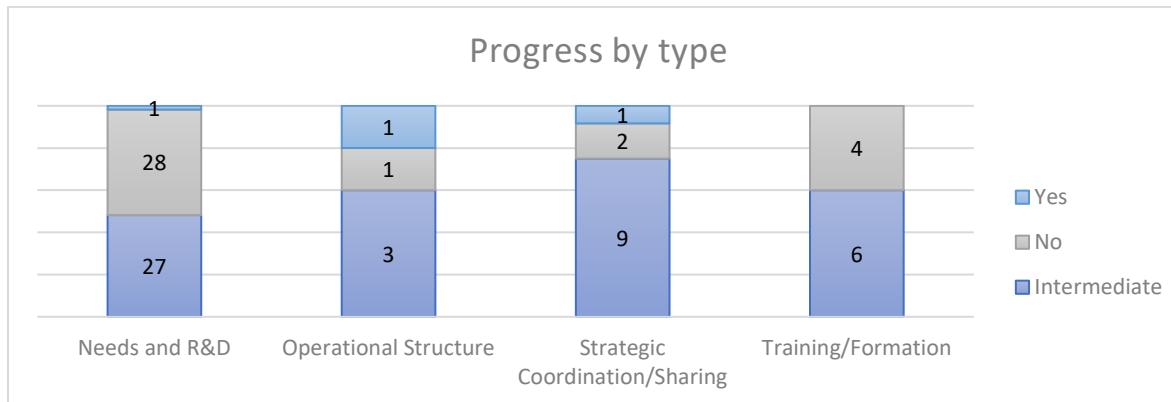
Projets démontrant des livrables. La statistique est frappante. La plupart des projets présentent des livrables intermédiaires, notamment des documents de besoins communs, mais beaucoup n'ont encore rien produit, ou a minima un arrangement de projet, qui ne sert qu'à réguler l'action des États dans le projet – et qui ne peut donc pas être considéré comme un livrable sérieux.



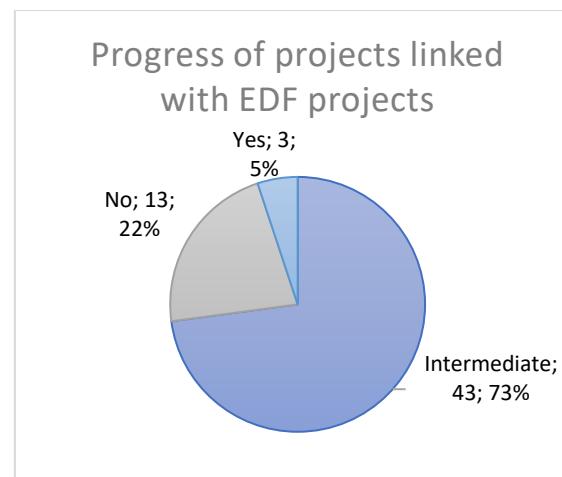
Projets démontrant des livrables par année de lancement. Assez logiquement, les trois projets ayant délivré sont parmi les plus anciens. Néanmoins, même parmi ceux des deux premières vagues, près d'un tiers des projets n'ont tout de même rien délivré. Cette proportion s'améliore avec les projets de 2019, indiquant une certaine maturité des projets lancés. Sur les vagues suivantes, il est difficile de relever un élément significatif, si ce n'est peut-être la proportion importante de projets qui n'ont toujours rien délivré même d'intermédiaire, ce qui n'est pas signe d'intérêt pour la coopération de la part des États.



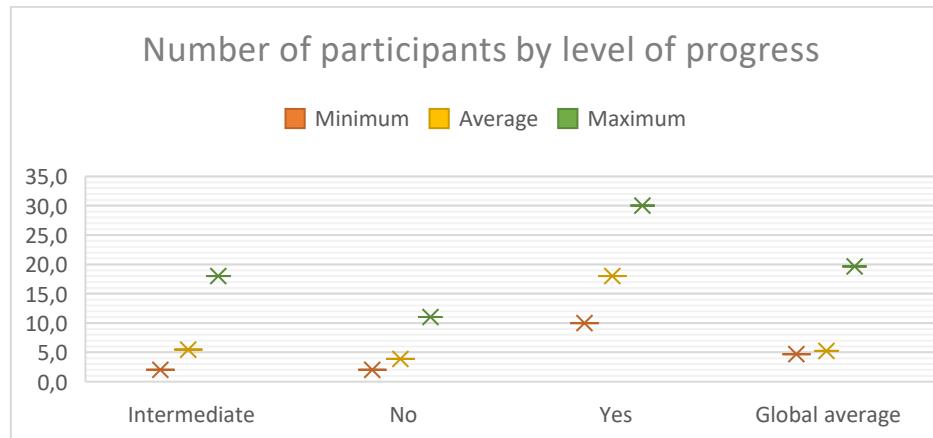
Progrès par domaine de projet. Le domaine aérien semble être celui dans lequel les États ont le plus de difficulté à coopérer.



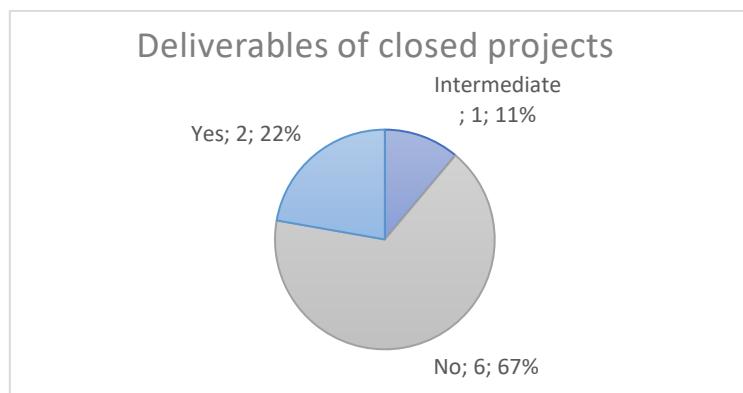
Progrès par type de projet. Les projets de Strategic Coordination/Sharing fonctionnent relativement mieux que les autres types de projets, notamment les Needs and R&D dont 50% n'ont pas encore délivré.



Progrès des projets CSP liés à au moins un projet FEDef. Les trois quarts des projets liés à un projet FEDef (dont encore tous sont en cours) démontrent des livrables intermédiaires, ce qui pourrait accréditer l'idée que la CSP sert bien de cercle stratégique entre États en supervision d'un consortium industriel. La réalité est plus complexe, peu de projets CSP jouant ce rôle. Les trois projets CSP ayant délivré ont été liés à un projet FEDef, mais deux sont toujours en cours. L'analyse n'est donc pas forcément pertinente. Néanmoins, si l'on se concentre sur les 13 projets CSP liés à au moins un projet FEDef qui n'a pas montré de livrable, cela démontre bien que le lien entre les deux cadres n'est pas normé et fait l'objet d'abus.



Nombre de participants par niveau de progrès. L'idée commune selon laquelle la coopération serait plus efficace avec un petit nombre d'États n'est pas vérifiée ici, et l'inverse serait même plus proche de la réalité. Le niveau d'engagement des États dépend plutôt de leur intérêt réel à la coopération, et de l'intérêt de la proposition (y compris en termes de méthode de conduite) du coordinateur.

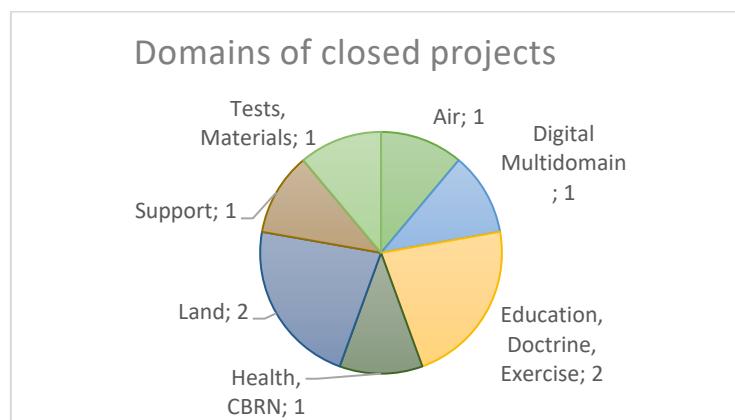


Progrès des projets fermés. La plupart des projets fermés aujourd'hui n'ont pas délivré. En effet, ceux-ci l'ont été car les États se sont accordés sur le fait que la coopération ne pouvait être menée, ce qui est en soi un gage d'honnêteté de la coopération. Deux des trois projets qui ont délivré ont été fermés.

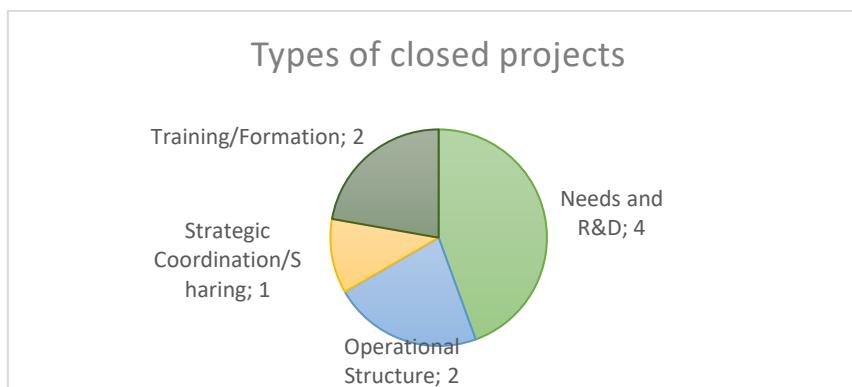
Projets fermés



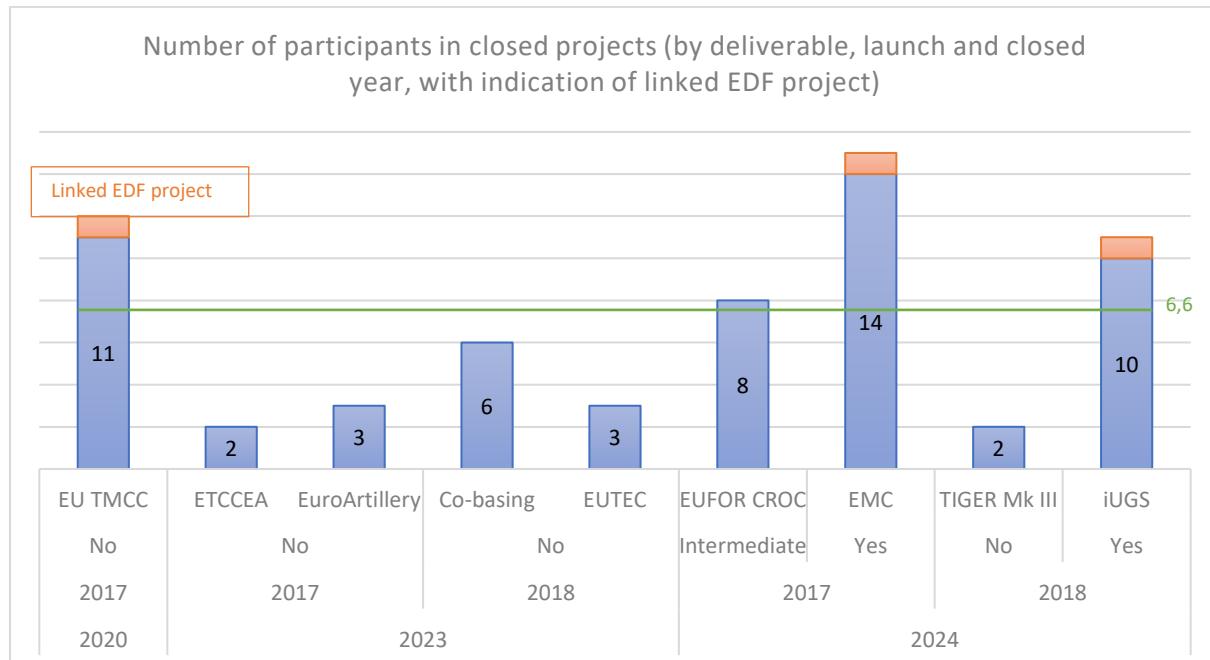
Projets fermés par année. 9 projets ont été fermés sur les 83 lancés depuis le début de la CSP.



Domaine des projets fermés. Pas d'élément significatif à relever, les domaines étant largement variés.

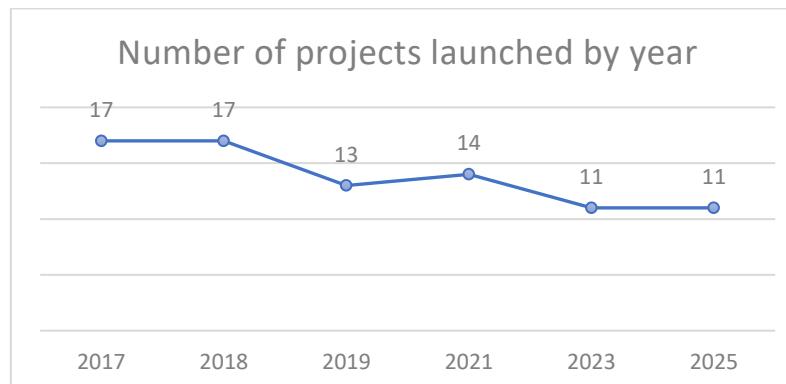


Type des projets fermés. Les projets de Needs and R&D sont les plus nombreux, mais ils représentent la majorité des projets, cela n'indique donc pas de tendance.

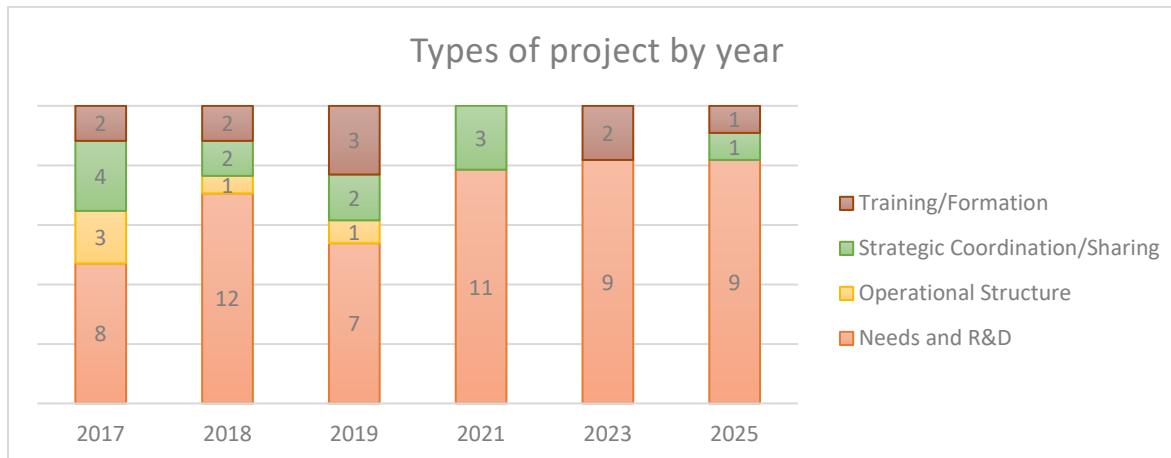


Nombre de participants, progrès et lien avec un projet du FEDef des projets fermés. Pas d'élément significatif à relever.

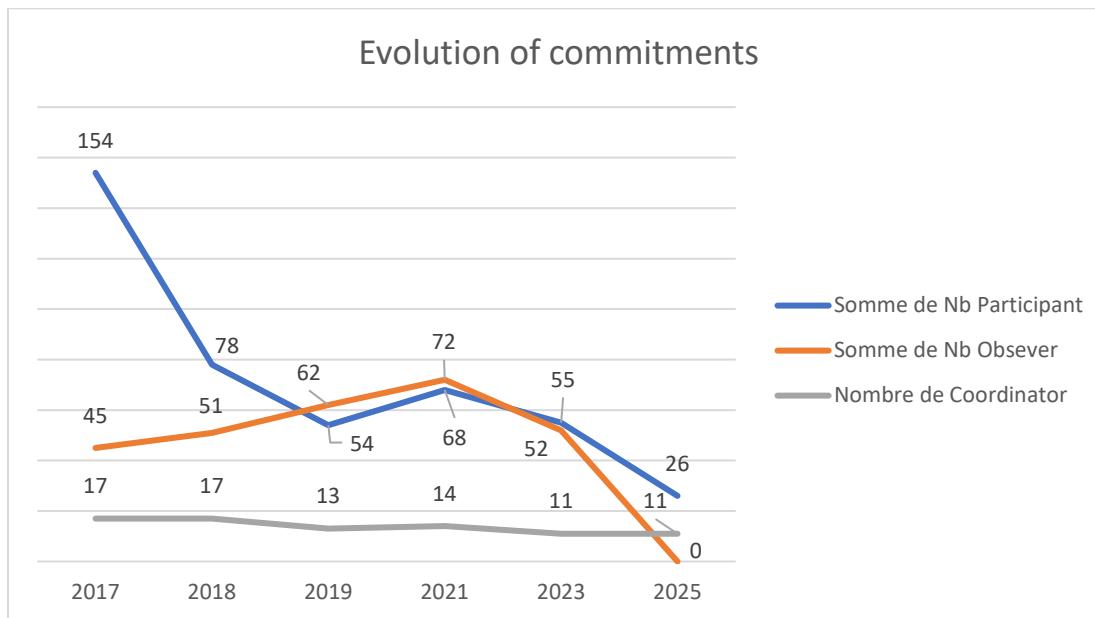
Évolutions temporelles

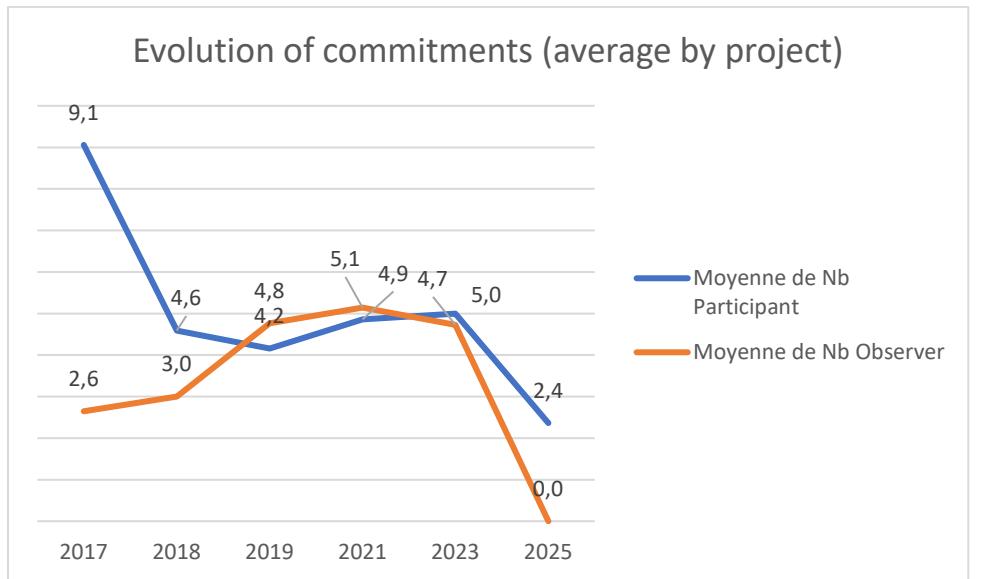


Évolution du nombre de projets lancés. Le nombre de projets lancés décroît. Un élément revenant dans les discussions entre États concernait justement le nombre de projets lancés, qui paraissait trop important pour réussir à progresser efficacement dans tous. Cependant, le lien entre nombre de projets et progrès est difficile à soutenir empiriquement, l'engagement des États étant certes variable, mais relativement bas même dans les projets dans lesquels ils sont impliqués.



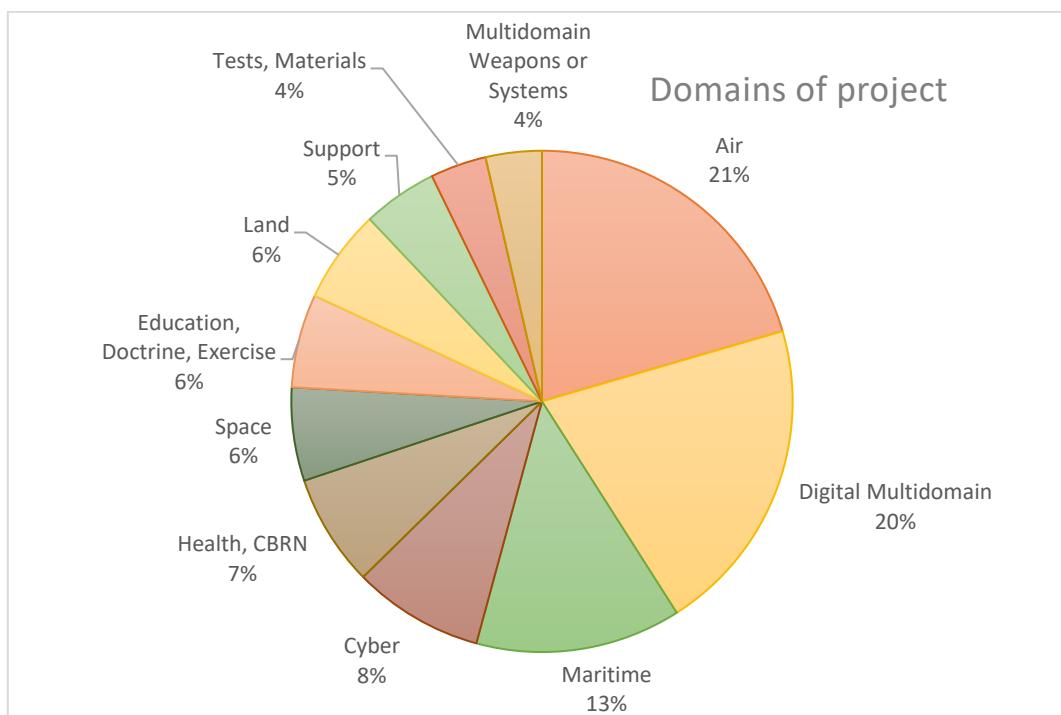
Évolution du type des projets. Bien que le nombre de projets Needs and R&D est relativement stable, il augmente en proportion. La disparition des projets de structure opérationnelle s'explique par la difficulté du montage de tels projets dans le cadre de la CSP (difficulté d'inscrire ultérieurement la structure dans une enceinte multilatérale préexistante, difficulté à imposer à tous les États une nouvelle structure créée simplement à quelques-uns, etc.). Le lien CSP-FEDef semble bien s'inscrire dans la pratique, même si le sujet des projets vides reste prégnant.





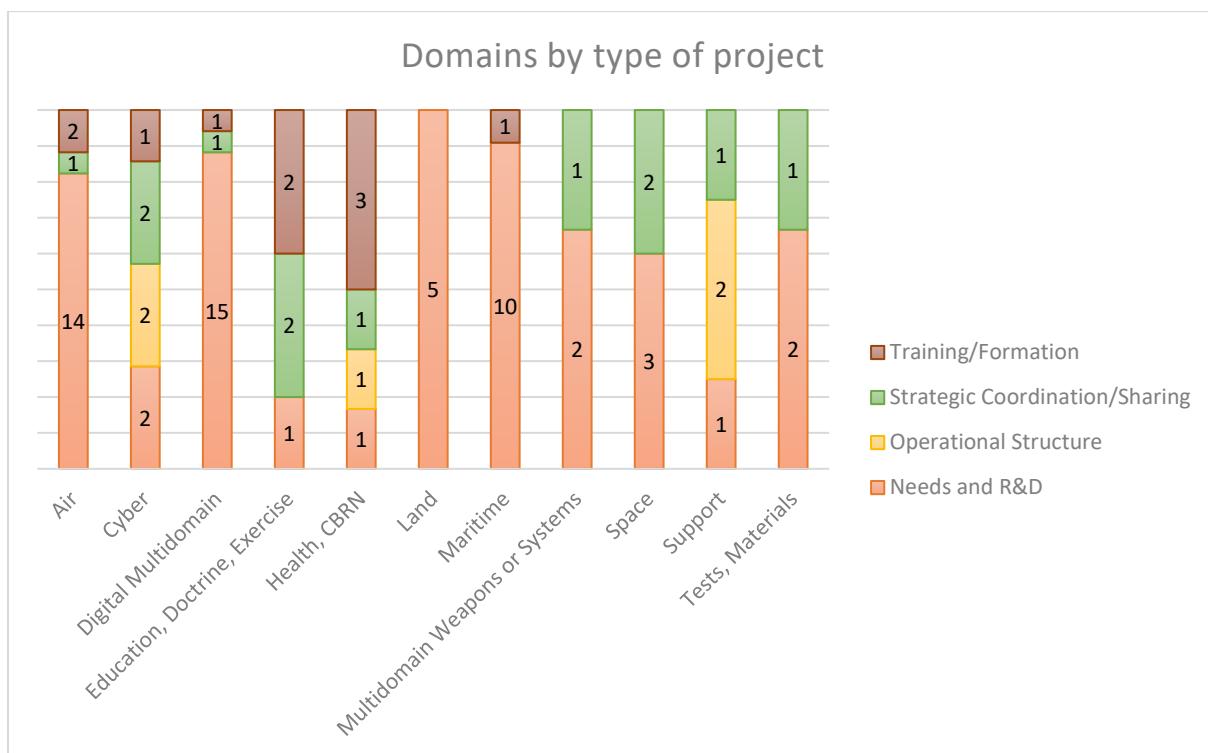
Évolution de l'engagement des États. Non seulement le nombre de projets décroît, mais l'engagement des États dans les projets également. Le statut d'observateur n'est même plus considéré comme intéressant en 2025. La moyenne de la participation cette même année est à 2,4... sachant que de nombreux États souhaitaient fixer un minimum de 3 Etats pour lancer un projet lors de la dernière revue stratégique de la CSP (et que les chiffres de ces statistiques considèrent que le coordinateur est bien un participant).

Domaines

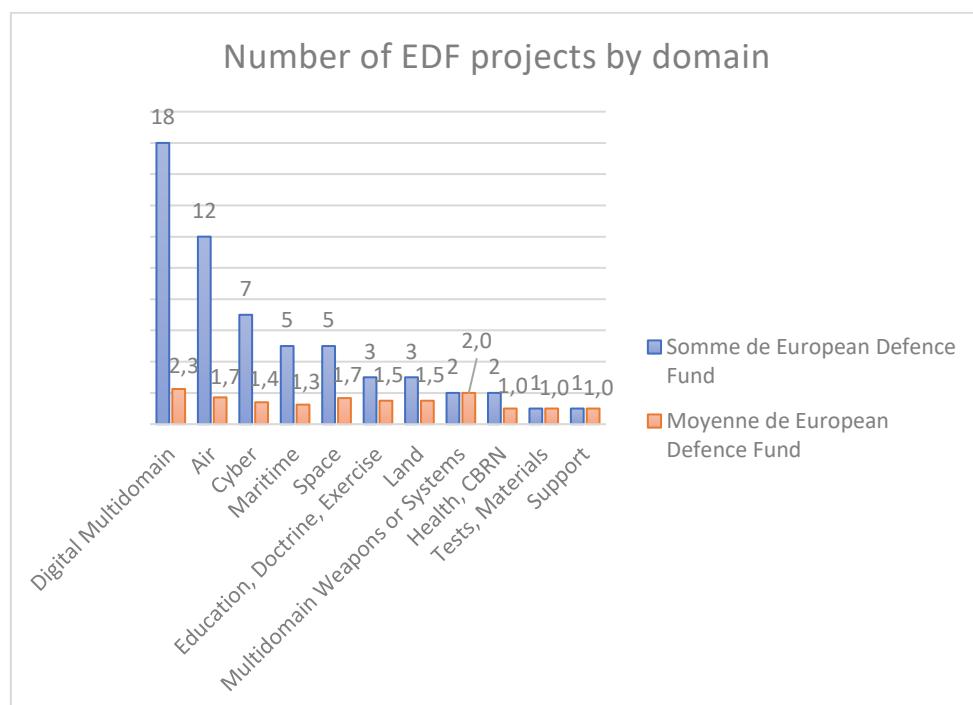


Domaine des projets. Deux domaines émergent comme recouvrant les principaux intérêts pour les États coordinateurs, l'aérien et le numérique multi-domaine. Néanmoins, en

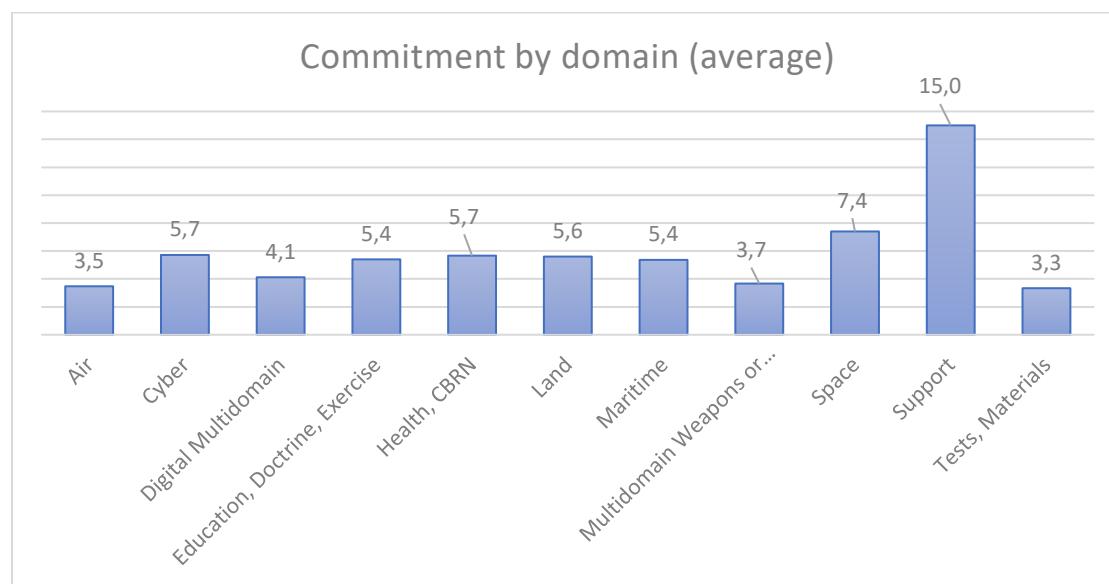
regardant le graphique plus haut sur le progrès par domaine, ces deux premiers domaines sont parmi les trois qui progressent le moins. Dans ces domaines, beaucoup de projets sont créés dans la vue de préempter un sujet, y compris dans l'optique du FEDef – comme peuvent l'indiquer les deux prochains graphiques.



Type de projets par domaine. Pas d'élément significatif supplémentaire à relever par rapport au graphique précédent.

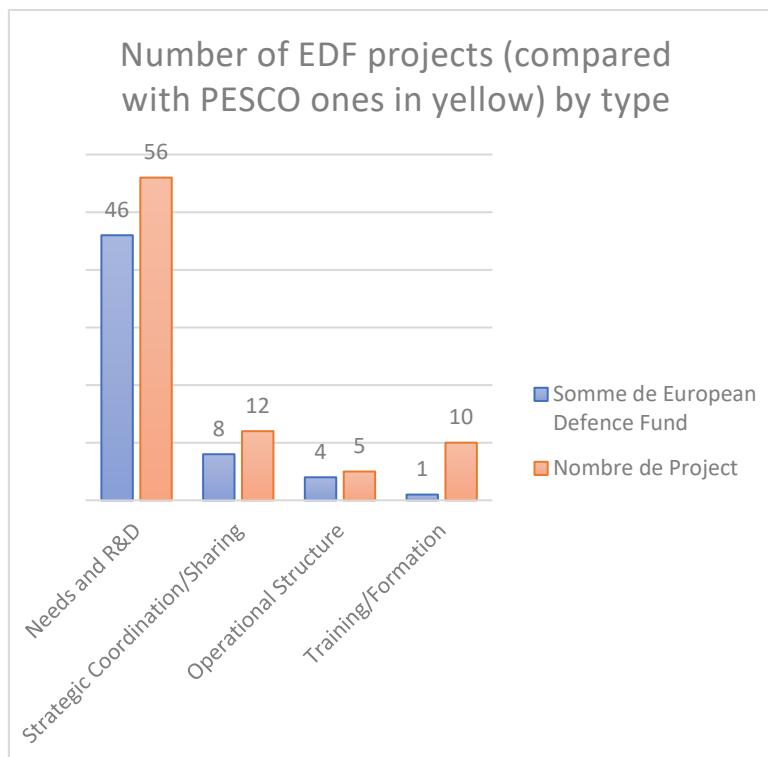


Nombre de projets FEDef liés aux projets CSP par domaine. Pas d'élément significatif supplémentaire à relever par rapport au graphique précédent.

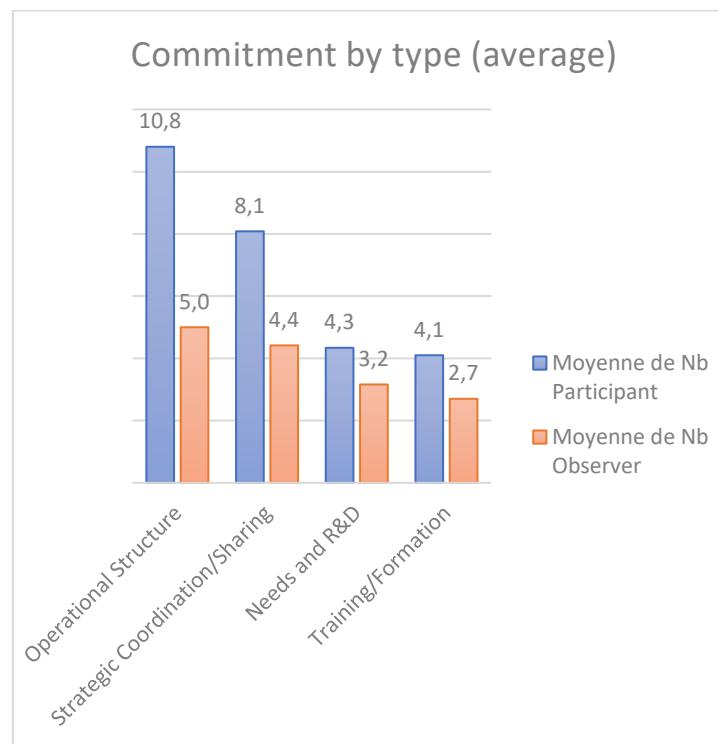


Engagement des États par domaine. Ils s'engagent davantage dans les projets de soutien (mobilité militaire notamment), et peu dans les domaines précédemment évoqués pour leurs enjeux industriels (aérien, numérique multi-domaine, système d'arme multi-domaine).

Types



Nombre de projets FEDef liés aux projets CSP par type. Sans surprise, les projets CSP de Needs and R&D sont les plus liés à des projets FEDef.



Engagement des États par type de projet. Les structures opérationnelles ont le plus attiré, bien que les projets soient peu nombreux et concentrés sur les premières années de lancement, qui étaient également plus propices à l'engagement.

ANALYSE DE L'ÉTAT DE LA COOPÉRATION STRUCTURÉE PERMANENTE ET LEÇONS POUR L'AVENIR DU CAPACITAIRE EUROPÉEN

Rappels sur la Coopération structurée permanente

La CSP est un cadre établi par le traité de Lisbonne,³ mais seulement opérationnalisé en 2017⁴. Les États « volontaires et capables » peuvent créer des projets en vue de créer une coopération de défense. L'idée est de pouvoir avancer par petits groupes plutôt qu'à 27 où l'unanimité s'applique. De plus, hormis certaines règles de base⁵, ce sont aux Etats de décider de leur organisation, ils restent maitres de tout. Chaque année, puis à partir de 2020 tous les

³ Articles 42(6) and 46 du Traité de l'UE.

⁴ Décision du Conseil (PESC) du 11 décembre 2017 : <https://eur-lex.europa.eu/eli/dec/2017/2315/oi/eng>

⁵ Décision du Conseil (PESC) du 25 juin 2018 : <https://eur-lex.europa.eu/eli/dec/2018/909/oi>

deux ans, un calendrier est prévu pour que les Etats proposent des projets, l'expliquent aux autres, les convainquent de les rejoindre (minimum 2 participants), et une décision du Conseil permet d'adopter les nouveaux projets. La CSP compte aujourd'hui 83 projets lancés depuis 2017, dont 74 sont toujours actifs en théorie.

Deux revues stratégiques ont apporté des modifications de fonctionnement de la CSP, une en 2020⁶ et une en 2024⁷.

De surcroît, en parallèle du pilier « projet », la CSP est dotée d'un pilier « gouvernance » : 20 engagements contraignants (en fait, des objectifs) que les Etats doivent respecter en atteignant les cibles mentionnées. Tous les ans, les capitales remplissent un tableau démontrant leur progrès pour chacune des cibles. La revue stratégique de 2024 a entraîné une simplification, mais le processus administratif reste lourd. Ce pilier de la CSP participe en grande partie à la baisse d'intérêt des capitales dans le cadre de coopération. L'idée d'origine était de faire de la CSP un cadre exclusif, sélectif des plus motivés, mais quasiment tous les Etats y sont rentrés et le caractère contraignant de ces 20 engagements a conduit à l'effet inverse, à savoir une fatigue administrative des États.

Principaux éléments d'analyse

Avant de revenir sur certains des éléments mis en exergue par les données, nous pouvons discuter de la pertinence de certains croisements. En effet, au vu (i) des informations publiques sur les avancées des projets, parfois absentes ou trompeuses, ainsi qu'au vu (ii) de l'absence de conduite ou d'avancement d'un nombre important de projets, certains croisements ne démontrent rien de réel. Il est nécessaire de s'informer projet par projet pour connaître l'état de la coopération. Ci-dessous, nous revenons donc seulement sur les éléments les plus pertinents.

- L'engagement en baisse**

Une baisse très claire de l'engagement des États dans la CSP est le premier constat à souligner, tant en termes de projets lancés que de niveau de participation. De surcroît, aucun État n'a voulu rejoindre les projets de la dernière vague en tant qu'observateur. Cela démontre la baisse d'intérêt des États pour le cadre de coopération. La CSP n'attire plus pour accueillir les coopérations les plus ambitieuses, comme cela avait été pensé. Ni le *Future Combat Aircraft*

⁶ Conclusions du Conseil du 20 novembre 2020 : <https://www.pesco.europa.eu/wp-content/uploads/2020/12/2020-11-20-Council-Conclusions-on-PESCO-Strategic-Review-2020.pdf>

⁷ Conclusions du Conseil du 18 novembre 2024 : <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14375-2024-INIT/en/pdf>

System (FCAS), ni le *Main Ground Combat System* (MGCS), ni plus récemment la *European Long-Range Strike Approach* (ELSA) n'ont été inscrits dans la CSP. Les raisons de cette perte d'intérêt sont multiples, et plusieurs pourraient se trouver dans les éléments d'analyse suivants.

- **Les faibles progrès**

L'autre grand constat est le niveau de progrès des projets, qui reste bas, voire inexistant. Seuls 3 projets sur 83 ont atteint leurs objectifs. Certes, les projets de coopération mettent naturellement du temps à voir le jour. Mais après plusieurs années, certains en sont toujours au stade de rédaction de l'arrangement de projet, à savoir la définition des objectifs et la gouvernance. La plupart des États sont en fait peu motivés à s'investir dans les projets lancés dans la CSP. Serait-ce à cause des projets lancés en eux-mêmes ? Ou bien de la faible volonté de coopération ? Ou bien de l'aversion au changement des systèmes militaires ? Probablement un peu des trois.

L'Allemagne est l'État ayant le plus fermé ses projets, mais chacun des trois projets a atteint un niveau de progrès différent. La France, si l'on compte également le projet qu'elle a coordonné avec la Suède, est à égalité, et ses trois projets ont été fermés sans avoir délivré. La clôture des projets peut être le reflet d'un pragmatisme : les États ne voudraient pas laisser des projets ouverts si la coopération n'est pas possible. C'est bien le cas de la France pour ses trois projets fermés. Néanmoins, cela démontre aussi que les projets proposés dans ce cadre ont dès le début un fondement fragile : ils sont à l'initiative d'un État, sans même savoir si d'autres seront intéressés par les mêmes objectifs. C'est aussi pourquoi les projets ont une ambition très limitée dans la plupart des cas.

Autre élément à souligner, l'idée commune selon laquelle la coopération serait plus efficace avec un petit nombre d'Etat n'est pas vérifiée ici, et l'inverse serait même plus proche de la réalité. Le niveau d'engagement des États dépend plutôt de leur intérêt réel à la coopération, et de l'intérêt de la proposition (y compris en termes de méthode de conduite) du coordinateur.

Par ailleurs, soulignons le cas particulier de l'Estonie, qui semble être l'État dont les projets progressent le mieux, avec un projet ayant déjà atteint ses objectifs, et trois autres relativement bien avancés. La méthode estonienne dans la CSP serait donc un exemple à suivre : peu de projets, mais aux objectifs très clairs, au management efficace et accompagnés d'une communication publique y compris à haut-niveau politique.

Enfin, comme transition avec les éléments d'analyse suivants, les trois quarts des projets liés à un projet du Fonds européen de Défense (FEDef), dont encore tous sont en cours)

démontrent des livrables intermédiaires, ce qui pourrait accréditer l'idée que la CSP sert bien de cercle stratégique entre États en supervision d'un consortium industriel pour la mise en œuvre des besoins édictés dans ce cadre. La réalité est plus complexe, peu de projets CSP jouant ce rôle. Les trois projets CSP ayant délivré ont été liés à un projet FEDef, mais deux sont toujours en cours. L'analyse n'est donc pas forcément pertinente. Néanmoins, si l'on se concentre sur les 13 projets CSP liés à au moins un projet FEDef qui n'a pas montré de livrable, cela démontre bien que le lien entre les deux cadres n'est pas normé et fait l'objet d'abus de la part des États ou des industriels.

- **Le lien CSP-FEDef, le cœur du sujet**

En étudiant les conséquences du lien établi entre la CSP et le FEDef, le cœur des difficultés de la coopération européenne peuvent être envisagées – sans pour autant que ce lien soit la cause des difficultés. Pour rappel, le règlement établissant le FEDef (2021) prévoit qu'une action (l'objet du financement) « développée dans le contexte d'un projet » CSP peut faire l'objet d'un taux de co-financement supérieur par l'UE (10 points de pourcentage)⁸. L'idée principale des États était de lier l'expression du besoin harmonisé dans la CSP au développement industriel, et ainsi éviter que trop de projets financés ne correspondent pas aux besoins des armées. En ça, les États consolidaient la première partie d'un processus capacitaire européen cohérent.

Cependant, au lieu de renforcer la CSP comme enceinte de coordination stratégique pour la conduite des projets de coopération, y compris en supervision des développements industriels, ce lien a eu pour effet d'inciter les États à créer des projets CSP correspondant aux sujets financés par le FEDef, et non l'inverse. Ainsi, des projets CSP ont été créés pour que les Etats disposent d'un taux de cofinancement des projets FEDef moins élevé (grâce aux 10% de bonus), pas pour coordonner les parties prenantes et s'assurer que le besoin des armées est développé. Des projets CSP sont ainsi des coquilles vides, utilisées comme label pour le FEDef, mais vide de toute coopération. L'intention d'origine était théoriquement louable, mais la mise en œuvre par les Etats en a dévoyé le sens. De surcroît, les industriels étaient libres de présenter leur proposition de projet FEDef comme lié à un projet de la CSP, sans que la Commission ne s'assure que c'est bien le cas – ce qui a renforcé l'artificialité du lien.

La revue stratégique 2024 de la CSP a tenté de corriger cette mauvaise incitation, en établissant que la Commission demande systématiquement aux États de confirmer si un consortium FEDef est bien lié à un projet CSP⁹. Si l'intention est encore louable, cela

⁸ Article 13, paragraphe 3 (a) du règlement : <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2021/697/oi/eng>

⁹ Comme précédemment cité : <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14375-2024-INIT/en/pdf>

n'empêchera pas les accords interétatiques pour confirmer un lien artificiel, par intérêt financier.

En lien avec les données de l'étude, cela peut expliquer l'augmentation de la proportion des projets Needs & R&D par vague, mais plus généralement l'absence de progrès significatif de la CSP et notamment en matière capacitaire. Ainsi, il paraît vain de désigner autres que les Etats comme responsables du non-progrès de la coopération intergouvernementale et de la coopération de défense européenne de manière générale. Les États n'ont pas encore fondamentalement envie de coopérer et la CSP, enceinte des moins contraignantes qui soient, en est la démonstration.

La CSP est morte, vive la CSP ?

Le nouvel instrument européen de financement de l'industrie de défense, le *European Defence Industry Programme* (EDIP) a été adopté le 16 décembre 2025 et ne comporte pas de lien particulier avec la CSP¹⁰, si ce n'est à l'article sur les *European Defence Projects of Common Interest* (EDPCI), qui doivent « prendre en compte les coopérations des États membres dans le cadre de » la CSP – langage relativement faible. Néanmoins, il instaure deux objets qui pourraient conduire à des coopérations ambitieuses : les EDPCI d'abord, qui sont des projets industriels d'envergure, ainsi que la *Structure of European Armament Programme* (SEAP), qui est une structure de management et de facilitation de programme. Les deux objets pourront bénéficier de fonds européens.

Dès lors, quel avenir pour la CSP – du moins en matière capacitaire ? Mener un projet dans la CSP a-t-il toujours un intérêt ? Sans une réforme radicale, il est probable que non. Serait-ce grave pour la coopération européenne, ou pour l'UE ? Pas forcément. Si EDIP permet de conduire des coopérations capacitaires et industrielles de manière plus efficace, cela pourrait être bénéfique à la coopération. La CSP pourrait se concentrer sur des coopérations opérationnelles – bien que cela demande tout de même une réforme du cadre.

Une leçon pourrait être tirée de la pratique de la CSP par les États : sans cadre ou outil facilitant réellement la coopération, les États ne veulent pas coopérer. Les États ont échoué dans la CSP car la coopération n'était pas plus facile en son sein qu'en dehors. Mais insistons sur ce point : la CSP n'est pas responsable en soi, ce sont bien les États qui n'ont pas souhaité lui donner les caractéristiques pour qu'elle facilite la coopération. Ils ont créé un processus capacitaire européen aux différentes briques indépendantes les unes des autres – évitant par exemple

¹⁰ Règlement établissant l'EDIP : <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2025/2643/oj/eng>

l’obligation de mener une coopération dans la CSP pour pouvoir inscrire le sujet de la coopération dans les appels à projet du FEDef, de même entre le FEDef et EDIP. Or, ce que pourraient nous démontrer les SEAP est qu’un cadre accompagnant un programme du début à la fin, de surcroit avec des financements, facilite réellement la coopération. Les années à venir démontreront ou non l’utilisation des SEAP en ce sens, et ainsi potentiellement une remise en cause profonde du processus capacitaire européen tel que les États l’ont construit jusqu’alors.

Devrait-on également en conclure que l’échec de la CSP est l’échec de l’intergouvernemental ? Rien n’est moins sûr. D’abord, le FEDef n’a pas démontré de résultats significatifs et la Commission européenne n’a pas non plus démontré qu’elle était capable d’endosser le rôle de meneur des coopérations au profit des États. Ensuite, les produits développés en coopération, quel qu’en soit le cadre, sont utilisés par les armées des États. Il serait donc vain d’éloigner les armées des programmateurs. Enfin, si les États ne veulent pas coopérer, un système communautaire renforcé ne saurait améliorer la coopération sans engagement des États. Un équilibre est encore à trouver entre intergouvernemental et communautaire pour rendre la coopération de défense plus efficace et permettre ainsi une défense européenne renforcée. L’Agence européenne de Défense (AED) a aussi été délaissée par les États de trop nombreuses années, si bien que beaucoup l’ont trouvé inutile. Son renforcement décidé au Conseil européen de décembre 2025 peut conduire à un équilibrage futur¹¹.

CONCLUSION

La CSP n’a pas conduit au renforcement de la coopération comme espéré. Les États n’ont pas voulu la doter de moyens efficaces pour y conduire plus facilement des coopérations, tout comme l’AED. La CSP est ainsi le symptôme – et non le responsable – de la difficulté des États à coopérer de manière volontaire. Si un cadre intergouvernemental de facilitation des coopérations en matière capacitaire fait encore sens, la CSP doit être réformée très largement.

¹¹ Conclusion du Conseil des 18-19 décembre 2025 : <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-24-2025-INIT/fr/pdf>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
**EUROPE,
UNION EUROPÉENNE,
OTAN**



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.